Norois

Environnement, aménagement, société

242 | 2017

**Espace fluvial, ancrage territorial, travail collaboratif,
réseau**

L'ancrage territorial des coopératives de proximité en réponse à des besoins sociaux localisés. Études de cas dans l'Ouest français

Territorial roots of local cooperatives. A response to localized social
needs. Case studies in the French West

Geneviève Pierre et Emmanuel Bioteau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/norois/6035>

DOI : 10.4000/norois.6035

ISBN : 978-2-7535-5895-3

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 22 juin 2017

Pagination : 25-37

ISBN : 978-2-7535-5893-9

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Geneviève Pierre et Emmanuel Bioteau, « L'ancrage territorial des coopératives de proximité en
réponse à des besoins sociaux localisés. Études de cas dans l'Ouest français », *Norois* [En ligne], 242 |
2017, mis en ligne le 22 juin 2019, consulté le 13 janvier 2022. URL : [http://journals.openedition.org/
norois/6035](http://journals.openedition.org/norois/6035) ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.6035>

L'ancrage territorial des coopératives de proximité en réponse à des besoins sociaux localisés Études de cas dans l'Ouest français

*Territorial Roots of Local Cooperatives
A Response to Localized Social Needs
Case studies in the French West*

Geneviève PIERRE^{a*} et Emmanuel BIOTEAU^b

* Auteur correspondant tel : 02 18 69 24 24

^a Professeure en géographie, CEDETE, Université d'Orléans – UFR Collegium LLSH, BP 46527, 10 rue de Tours
45 065 ORLÉANS cedex 2. (genevieve.pierre@univ-orleans.fr)

^b Maître de conférences en géographie, ESO (UMR CNRS 6590), Université d'Angers. (emmanuel.bioteau@univ-angers.fr)

Résumé : Qu'est-ce qui fonde la spécificité de l'ancrage local des coopératives « de proximité » comme les CUMA (Coopératives d'Utilisation des Matériels Agricoles), les SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) bois bocage énergie et les coopératives bancaires, dans l'ouest français ? Les conditions de leur implantation, leurs effets sur l'espace et sur les sociétés, ainsi que les plus-values territorialisées apportées par l'activité sont débattues. L'ancrage local des projets coopératifs répond à différentes formes d'utilités sociales : l'autonomie locale par élargissement de l'entraide agricole (CUMA), le soutien aux initiatives locales innovantes par l'implication des collectivités locales, la réponse à des besoins peu satisfaits par ailleurs. En contrepoint, les capacités locales à mobiliser des capitaux sociaux territorialisés non transférables, grâce aux dynamiques coopératives, sont soulignées.

Abstract: This article questions what constitutes the specificity of local community cooperatives such as CUMAs (coopératives d'utilisation des matériels agricoles – *cooperatives for the shared use of agricultural equipment*), SCICs (sociétés coopératives d'intérêt collectif – *community-oriented cooperative enterprises*) such as wood-based energy company Bois Bocage Énergie (B₂E), and banking cooperatives in Western France. The text discusses the conditions for their establishment, as well as their effects on the organized space, on local companies, and on the capital gained locally by their activities. The presence and embeddedness of local cooperative projects in a given area responds to different forms of social utilities: (1) targeting local autonomy by increasing the number of members involved in projects such as CUMAs; (2) supporting and sustaining innovative local initiatives; and (3) satisfying local and social needs that would not otherwise be met. Conversely, the capacity of certain geographical areas to mobilize non-transferable local social capital, as a result of cooperative undertakings of this kind, is underlined.

Mots clés : coopératives – minifundium – développement local – proximité – encastrement – économie sociale et solidaire

Keywords: cooperatives – minifundismo – local development – proximity – embeddedness – social and solidarity economy

INTRODUCTION

Les coopératives sont considérées en France comme des organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS) aux côtés des associations, des mutuelles, des fondations et des entreprises agréées ESUS (Entreprise Sociale d'Utilité Sociale). Gouvernées par le principe démocratique d'équité décisionnelle entre les membres et régies par l'absence de lucrativité individuelle, elles réinvestissent les bénéfices en interne, au profit de l'innovation, de l'emploi et de l'équipement (Draperi, 2005). L'article questionne les modalités d'ancrage au territoire de l'activité, de l'emploi, des ressources, des coopératives agricoles de proximité telles que les CUMA (Coopératives d'Utilisation des Matériels Agricoles), les SCIC bois bocage énergie (Société coopérative d'intérêt collectif) et des coopératives bancaires.

La Loi-cadre du 31 juillet 2014 donne une autre dimension à l'ESS : plus qu'une reconnaissance, c'est une volonté de structurer et d'organiser ce mouvement dans les territoires qui est défendue par ses auteurs. Toutefois, à l'aune des mutations coopératives accélérées depuis une vingtaine d'années, le rapport au local mérite d'être discuté (Demoustier, 2004 ; Demoustier et Richez-Battesti, 2010). L'affirmation du « capitalisme coopératif » nécessite de revisiter certaines utopies, certains « mythes » (Hély et Moulévrier, 2013) de l'ESS. Dans la coopération agricole, les lois de 1991-1992¹ dites de « filialisation » ont accéléré la construction de grands groupes. En déployant leurs activités et leurs partenariats bien au-delà du cadre local, les établissements coopératifs agricoles, qui relèvent pourtant d'une circonscription territoriale, prennent le risque d'une remise en cause du pacte coopératif originel, installant une distanciation entre l'adhérent coopérateur agricole et la structure coopérative, tout en réinventant de nouvelles proximités territoriales (Filippi, 2004 ; Filippi et Triboulet, 2011). Les groupes bancaires ne sont pas en reste. Malgré les discours sur la banque qui appartient à ses clients et qui investit là où elle se trouve, les sommes destinées à des actions locales peuvent être limitées,

pour des raisons qui n'appartiennent d'ailleurs pas qu'aux structures bancaires. L'investissement dans les projets locaux dépend d'abord des sollicitations du territoire. Cependant, les grands groupes coopératifs reconcentrés en fédération nationale et présents, via leurs structures cotées en bourse, sur les marchés financiers nationaux et internationaux, investissent rarement l'épargne locale là où elle a été collectée. Le statut d'ESS – qui, au mieux sert à légitimer une démarche de Responsabilité Sociale des Entreprises – et le retour fait aux territoires d'ancrage, semblent secondaires dans la stratégie des grandes fédérations coopératives bancaires (Glémain, Caire *et al.*, 2014). « La capacité des banques coopératives à soutenir des projets locaux n'est effective que si elle s'accompagne d'un potentiel de détection des besoins et des opportunités offertes par le territoire de la part de la banque et de la (re)connaissance de cet établissement par ses clients/ses bénéficiaires potentiels » (Bioteau et Glémain, 2014). Ce constat prend une tournure particulière lorsqu'il s'agit de banques coopératives nées de la mobilisation de personnes au sein d'agences locales regroupées ensuite en fédérations (Regnard et Rousseau, 2012). Or, les stratégies consécutives à la loi bancaire de 1984² auraient conduit à un processus de banalisation ou « pour le dire autrement, les banques coopératives auraient progressivement privilégié la rentabilité du service sur son utilité » (Richez-Battesti, 2008 ; Ansart *et al.*, sous presse). Leurs choix d'implantation privilégieraient les points névralgiques de consommation, en milieu urbain comme en milieu rural, au détriment des quartiers paupérisés et des villages. Selon la conception dominante, la banque à distance et les guichets d'agences bancaires aux nœuds de transports urbains suffiraient à répondre aux besoins de contacts des clients.

Toutefois, des initiatives émergent au profit d'un modèle davantage relocalisé qui s'appuierait sur la mobilisation d'acteurs proches, soit spatialement,

1. Selon René Mauget (2008 : 50) les lois de 1972, de 1991 et 1992 ont, à leur manière desserré les « contraintes économiques et financières des coopératives. Elles ont facilité la filialisation en encourageant le partenariat industriel et commercial avec les entreprises capitalistes » et introduisant une certaine hybridation de statuts juridiques entre entreprises coopératives et statut de droit commercial au sein de « groupes coopératifs » (Filippi et Triboulet, 2011, *op. cit.*).

2. La loi bancaire du 24 janvier 1984 instaure un cadre juridique universel pour l'ensemble des établissements de crédit (entreprises, organismes et établissements bancaires et financiers), soumis aux mêmes conditions d'accès à la profession. Il est interdit à toute personne autre qu'un établissement de crédit d'effectuer des opérations de banque à titre habituel mais des exceptions existent (les organismes sans but lucratif qui, dans le cadre de leur mission et pour des motifs d'ordre social accordent, sur leurs ressources propres, des prêts à conditions préférentielles ou les entreprises qui consentent des avances sur salaires ou des prêts de caractère exceptionnel pour des motifs d'ordre social à leurs salariés) [<http://www.actufinance.fr/guide-banque/loi-bancaire.html>] [consulté le 7 juillet 2016].

soit par proximité organisée, de coordination ou institutionnelle (Gilly et Torre, 2005 ; Torre et Filippi, 2005) mais dans un cadre local. Aussi, les acteurs de l'ESS considèrent-ils généralement que cette économie contribue à la dynamisation des territoires locaux grâce à des initiatives et à des stratégies d'entreprise collectives³. L'analyse des rapports aux territoires, des stratégies de déploiement spatial et des modalités d'ancrage local des coopératives repose sur une diversité de statuts coopératifs et d'activités. Or, qu'est-ce qui fonde la spécificité de l'ancrage local des coopératives de proximité ? Est-ce la nature de l'acte coopératif (production, distribution, travail) ou plutôt leur statut juridique et leur gouvernance ? Est-ce lié à la singularité du multisociétariat local et à la réponse à des besoins sociaux localisés portés par des valeurs d'engagement au profit du territoire ?

Par ailleurs, quel est le périmètre géographique du local ? Bien que tous les acteurs rencontrés (élus, présidents et directeurs de structures) évoquent la nécessité d'un développement localisé, ils l'envisagent à des échelles différentes (Bioteau et Féliès-Dupont, 2015) : certains considèrent la micro-échelle (le quartier, la commune) quand d'autres envisagent le territoire intercommunal, voire s'inscrivent dans une perspective régionale ou inter-régionale (ESSTER, 2008 ; Loi-cadre de l'ESS, 2014). De fait, nous sommes entrés dans un système multi-territorial dans lequel chaque niveau interagit avec le niveau supérieur ou adjacent et où s'expriment simultanément solidarités et concurrences (Viard, 1994 ; Vanier, 2008).

Après avoir montré en quoi les constructions coopératives relèvent d'un questionnement géographique (1), nous étudierons les modalités d'ancrage au territoire par la constitution de partenariats localisés au profit du développement territorial (2). La réponse à des besoins sociaux localisés établit l'utilité sociale des projets (3). Cependant, l'élargissement du périmètre d'action est susceptible de remettre en cause les intentionnalités d'origine (4).

LES COOPÉRATIVES DE PROXIMITÉ : UNE QUESTION GÉOGRAPHIQUE

La réflexion s'appuie sur les résultats de différents programmes de recherche menés entre les

années 2008 et 2014, principalement en région Pays de la Loire. Les programmes ESSTER (Économie sociale et solidaire, territoires et réseaux, 2008) et MACC (Mobiliser les Agriculteurs contre les effets du Changement Climatique en 2012-2013) ont permis de cartographier les représentations locales des structures de l'ESS. Des logiques d'ancrage local de projets coopératifs agricoles relevant d'objectifs territorialisés ont également été mises en évidence. En effet, la région se distingue par la densité des réseaux d'acteurs de l'ESS qui l'animent (Bioteau, Fleuret et Glémain, 2013 ; Pierre et Thareau, 2011). Elle « figure parmi les toutes premières régions françaises en termes de parts d'emplois et d'établissements de l'ESS dans l'économie régionale » d'autant que « cette dynamique résulte d'une longue et riche histoire coopérative (secteurs bancaires, agricoles), mutualiste [...], et surtout associative » (Bioteau, 2013 : 26). Ainsi, la densité du réseau des CUMA⁴ s'explique par l'ancienneté d'une agriculture de groupe dans l'Ouest français. Dans la coopération bancaire, l'Ouest bénéficie depuis le XIX^e siècle de systèmes de crédits et d'assurances mutuels issus des milieux agricoles ou marins (Moulévrier, 2002 ; Glémain, 2007). Au-delà, l'Ouest français abrite un réseau de chercheurs en ESS qui questionne, de longue date, l'économie coopérative et son ancrage local. Ce réseau renvoie aux travaux du Collège Coopératif de Bretagne créé en 1982 (le premier ayant été créé à Paris en 1959 par Henri Desroches). En Bretagne et Pays de la Loire, il est le fruit de collaborations entre les CRESS (Chambres régionales de l'ESS) et des chercheurs locaux formalisées au sein du Réseau grand Ouest de Recherche en ESS (RgoRESS).

Les expériences coopératives étudiées en Pays de la Loire et en Basse Normandie ont des origines très locales. Elles sont nées au sein des paroisses ou des réseaux agricoles locaux (Moulévrier, 2002 ; Glémain, Caire *et al.*, 2014.), voire ont été initiées par l'entraide agricole, très présente chez les éleveurs (Pierre, 2013). Deux SCIC bois-bocage-énergie dans la Mayenne (SCIC HMBE créée en 2008) et dans l'Orne (SCIC B2E de l'Orne [2006]) ainsi

3. Cf. Conseil National des Chambres Régionales d'Economie Sociale (www.cnrcres.org).

4. Selon Martine Cocard (2006), reprenant une enquête du Centre d'Études et de Diffusion de l'Agriculture de Groupe (CEDAG), 95 % des agriculteurs des Régions Bretagne et Pays de la Loire admettaient en 1984 avoir pratiqué une entraide régulière par le biais des coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA), des Groupements Agricoles d'Exploitation en Commun (GAEC), des mutuelles « coups durs »...

que trois CUMA départementales d'innovation et d'expérimentation en matériel ont été analysées. Pour les seules coopératives agro-énergétiques, cinquante personnes ont été rencontrées en entretien semi-directif (tableau 1) ; le guide d'entretien porte sur la description de la genèse des actions dans un contexte politique favorable aux énergies renouvelables, sur l'identification d'acteurs-moteurs, sur la dimension territoriale des actions. Le rôle de certains élus d'intercommunalités, de Pays et, le cas échéant, le choix de la structuration juridique des projets collectifs, sont mis en évidence. Vingt agriculteurs, promoteurs, utilisateurs des outils techniques et fournisseurs de bois-énergie ont relevé d'entretiens à dimension semi-biographique et narrative (2007-2013), avec un tour de l'exploitation sur les actions de replantation bocagère permettant de saisir le caractère global des projets, de l'énergie, à l'agriculture durable, au développement local, au paysage.

Du côté des banques coopératives, des acteurs ont été entendus pour le Crédit Agricole Anjou-Maine (sept entretiens en 2013 et début 2014) et le Crédit Mutuel Loire Atlantique Centre Océan (six entretiens en 2013) : coopérateurs, bénévoles, usagers, élus des communes, des départements et de la Région, prestataires. Ces enquêtes ont été conduites pour le programme de recherche initié par la CRESS des Pays de la Loire (2012-2014) sur les banques coopératives en région (Glémain *et al.*, 2014). Les enquêtes qualitatives avec suivi longitudinal permettent d'établir, dans la durée, le sens de la coopération et de l'engagement.

Plus que la nature des projets ou l'implication des coopératives dans le territoire, ce sont les conditions de leur implantation et de leurs effets sur l'espace organisé et sur les sociétés qui interpellent. Les particularités de leur statut peuvent révéler des rapports spécifiques au territoire. Les CUMA relèvent d'une circonscription territoriale très souvent communale ou pluri communale, voire départementale pour les équipements agro-énergétiques expérimentaux. Les circuits-courts/locaux agro-énergétiques en bois-énergie, d'abord pensés au sein du réseau CUMA se sont ensuite abrités dans des SCIC, privilégiant deux périmètres d'action: le Pays (Haute-Mayenne, Bocage ornaïs) et le département (Mayenne, Orne). L'intérêt particulier des SCIC est d'associer dans une même structure de gouvernance des acteurs

divers, fournisseurs, clients et collectivités territoriales, dans un objectif d'utilité sociale, à définir collectivement (Gadrey, 2006).

Concernant les coopératives bancaires, leur mode d'organisation et de gouvernance, la récurrence du caractère participatif induite par leurs statuts et la petite taille de la plupart de ces structures au niveau local, permettent *a priori* une forte capacité d'adaptation. Elles peuvent ainsi soutenir de façon ciblée les innovations territorialisées, voire les impulser en fonction des orientations stratégiques de leurs supports logistiques ou financiers. Elles seraient ainsi coproductrices d'un développement territorial endogène: « [Il] s'opère une médiation entre les problèmes non résolus du territoire et le territoire, à partir d'acteurs clefs » (Richez-Battesti, 2008 : 62). Les banques coopératives, ou tout au moins leurs agences locales, constituent « des équipements à valeurs de ressources pour les territoires » (Gumuchian et Pecqueur, 2007 ; Garabiol, 2012).

Envisager les modalités d'ancrage coopératif local suppose de s'interroger sur les plus-values territorialisées apportées par l'activité. L'inscription des projets coopératifs dans le marché et le territoire local, ainsi que les processus de construction territoriale à l'œuvre (Pecqueur et Itçaina, 2012), méritent d'être questionnés. L'initiative coopérative peut fonder des dynamiques spatiales singulières ou bien confirmer, par ses choix d'implantations, des tendances pré-existantes. L'ancrage repose en premier lieu sur la localisation des adhérents et des sociétaires, parfois fixée dans les statuts (CUMA). Le multisociétariat caractéristique des SCIC contribue à spécifier (Gumuchian *et al.*, 2003) des dynamiques locales grâce à des partenariats singuliers, « non transposables » à l'identique ailleurs, car reposant sur des capitaux sociaux territorialisés.

Dans le cadre des coopératives bancaires, les multipartenariats locaux dépendent de la nature et de l'origine des sociétaires. Tout un chacun étant libre d'adhérer (à la différence des CUMA, réservées aux agriculteurs), le profil des coopérateurs est – *a priori* – diversifié en termes de professions, d'occupations ou de revenus. Cependant, nombre de coopératives bancaires identifient en amont des adhérents investis dans leurs caisses locales (Glémain, Caire *et al.*, 2014). Elles cherchent à mobiliser des personnes de confiance, représentatives du territoire d'ancrage de la caisse locale (de ses activités,

	Coopératives bancaires (2)	CUMA (3)*	SCIC (2)
Structures enquêtées	Crédit Agricole Anjou-Maine (Angers) Crédit Mutuel Loire Atlantique Centre Océan (Nantes) et sociétaires du Crédit Mutuel de l'Anjou (Angers)	CUMA « innov expé » (Mayenne) Cuma d'innovation et d'expérimentation dans l'Orne et en Maine-et-Loire	SCIC Mayenne Bois Énergie SCIC B2E de l'Orne
Dates	2013-2014	2010-2013 ; actualisation 2015	
Acteurs enquêtés	Responsables des stratégies de groupes Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) Responsables des produits financiers à destination du monde associatif Sociétaires (5 au total) Un élu local. Un chef d'entreprise de l'ESS.	<p>Les CUMA départementales sont adhérentes des SCIC ; les deux structures sont étroitement liées dans ces projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 2 agents de développement et 2 présidents de SCIC – 3 agents de développement des CUMA et 3 directeurs des FD CUMA. – 5 élus locaux promoteurs des projets d'énergie renouvelable en SCIC. – 5 agents de développement : 1 à la Fédération nationale (FN), 1 à la Fédération régionale (FR) des CUMA et 3 pour l'association AILE (Association d'initiatives locales pour l'Environnement). – 14 acteurs interrogés au titre du contexte local de développement : 3 techniciens paysage et MAE des chambres d'agriculture adhérentes des SCIC, 2 techniciens en énergie des Chambres, 4 chargés de mission « énergie » des PNR, des Pays, des intercommunalités et autres, 2 techniciens paysage dans les conseils départementaux (membres des SCIC), 2 responsables de structures d'insertion adhérentes des SCIC. – 8 agriculteurs en responsabilités au sein du réseau CUMA. – 20 agriculteurs utilisateurs des CUMA déchiquetage et fournisseurs pour les SCIC. – 18 acteurs divers au titre du contexte grand ouest (Pays du Mené et Pays Saumurois) ; Conseils régionaux ; autres collectivités locales. 	

* Les CUMA d'innovation comptent au maximum une centaine d'adhérents pour les outils « déchiquetage du bois ». les SCIC ont élargi leur rayon d'action du Pays au Département en ouvrant des succursales ou en établissant 7 à 8 plates-formes de stockage/redistribution de la ressource ; elles comptent de 60 à 150 adhérents, entre 50 et 100 agriculteurs. Elles traitent chacune moins de 5 000 tonnes de bois déchiqueté par an (2014).

Tableau 1 : Synthèse des enquêtes
Summary of surveys

de ses besoins, etc.) et disponibles pour agir autant comme conseil des agents de caisses que comme relais locaux de la politique d'établissement.

Parallèlement, les coopératives agricoles comme les CUMA accomplissent de plus en plus souvent des missions de service environnemental, de relocalisation énergétique, en direction des collectivités locales. Les coopérations peuvent procéder de la réponse territorialisée à une action publique nationale ou européenne relevant de la politique rurale (programmes européens Leader ou pôles d'excellence rurale français) ou de la politique environnementale, par les plans climat-énergie-territoire (Grenelle de l'environnement, 2010). Elles procèdent du soutien à des actions innovantes d'entreprises ou de la société civile pour ce qui concerne les coopératives bancaires (les dispositifs Cré'Avenir, les crédits de soutien à l'action associative) ou impliquent des collectivités locales ou des Pays. Par ailleurs, l'enracinement et l'ancienneté de présence sur le territoire, l'engagement local des adhérents et des sociétaires constituent, pour les

banques coopératives, une ressource pour les territoires et elles en attendent un surplus d'attractivité. Dans un système coopératif de proximité, le guichet bancaire, le groupement d'agriculteurs ou l'antenne locale de la SCIC deviennent un lieu de centralité (Klein *et al.*, 2010). La présence des coopératives et de leurs adhérents peut être facteur de spécification des territoires et les coopérateurs bénéficient d'une meilleure (re)connaissance comme agents de développement local. « Qu'une initiative innovante en économie sociale et solidaire rencontre le succès, et elle va essaimer et changer d'échelle. Cet essaimage n'est finalement pas très différent de la façon dont les entreprises de l'économie marchande créent des succursales » (Bioteau et Fleuret, 2014 : 90).

Les divers facteurs d'ancrage au territoire se combinant entre eux, ils génèrent des aménités non transférables (du lien social, à la mise en valeur de ressources locales, à la protection environnementale, à l'entretien du paysage...).

DES PARTENARIATS LOCALISÉS AU PROFIT DU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Les formes d'ancrage local des coopératives relèvent de modalités multiples et de configurations diverses. Au-delà de la seule activité économique de filière, les projets coopératifs procèdent de la mobilisation d'acteurs divers au sein du territoire et dont le sens de l'engagement constitue un enjeu important. Selon Jean-Benoît Zimmermann (1998), l'ancrage territorial relève d'un apprentissage collectif localisé en vue de générer des ressources. Dans le cas des agro-énergies⁵, la spécification des projets à partir de ressources *a priori* banales (bois bocager) ressortit à différentes innovations techniques et fonctionnelles. L'appropriation de nouveaux outils techniques simplifiant l'approche de l'énergie bois procède effectivement d'un autoapprentissage collégial entre agriculteurs, collectivités locales, artisans chauffagistes, tous co-dépendants au sein d'une chaîne technique locale. Il en résulte une ouverture coopérative. Conçues pour la mutualisation de matériels agricoles, les CUMA réservées aux agriculteurs, accomplissent aujourd'hui, dans leurs communes, des missions d'entretien de l'espace, de compostage de déchets verts, de curage de fossés, de réhabilitation de sentiers. Les outils nécessaires à ces travaux, parfois des prototypes assez coûteux (déchiqueuses à bois), s'inscrivent dans des « CUMA départementales d'innovations ». Le glissement juridique des CUMA aux SCIC traduit le passage de projets agricole-centrés à des actions environnementales, paysagères, construites à l'échelle du Pays, voire du département ; la SCIC du Pays de Haute-Mayenne (2008) est devenue départementale en 2013. Ce choix juridique institutionnalise la singularité du multipartenariat local. Au-delà de l'approvisionnement énergétique, la production d'aménités non transférables (stockage du carbone, entretien du bocage, lien social par les structures d'insertion mobilisées) fait partie des co-services attendus. Le territoire devient une ressource mobilisée grâce aux (i) acteurs et aux réseaux socio-territoriaux plus ou moins denses qui les relient, aux apprentissages localisés et multipartenariaux, (ii) aux continuités (ou non) d'actions énergétiques, de stratégies de

développement durable menées au sein des Pays, des intercommunalités. La structuration des circuits courts agro-énergétiques doit également beaucoup à quelques élus locaux qui ont réussi à capter les financements LEADER (2000-2006 sur la valorisation des ressources naturelles et culturelles ; 2008-2013 en Haute-Mayenne) et des Pôles d'Excellence Rurale « bioressources » (2006-2008 ; Pays du bocage ornais). Ces dispositifs ont été ensuite renforcés par des contrats d'Objectif territorial (COT) avec l'Agence de Maîtrise de l'Énergie (ADEME), puis par les Plans Climat Énergie Territoire (2010).

S'agissant des coopératives bancaires, la ressource spécifique dont elles bénéficient serait avant tout liée à un ancrage territorial historique, toujours revendiqué. Les entretiens menés en Maine-et-Loire auprès de représentants de banques et de bénéficiaires de leurs activités (des clients, des élus) montrent que l'engagement durable de la structure auprès de ses clients et pour le territoire vécu de ces derniers est la clef de la reconnaissance et de la confiance dans la structure. Ainsi, « *On a pu voir que, malheureusement, au moment de la crise financière, le comportement de certaines banques mutualistes n'était pas forcément très éloigné des comportements de banques privées. Au bout d'un moment, c'est pas toujours le statut qui est gage de pratiques morales ou de respect d'un certain nombre de valeurs* » (élu angevin, entretien février 2012). Par ailleurs, « *nous attendons des banques qu'elles nous accompagnent quand ça va mal aussi, hein... parce que, bon, quand tout va bien on te prête l'argent, mais quand tu es en difficulté, on te dit que chez le voisin les affaires marchent mieux, les rentrées d'argent sont assurées... mais le voisin il ne vit pas là dans mon territoire, peut-être que ses clients vont bien, les miens pas... et au final ce qu'on demande, c'est pas tant de l'argent et des crédits, nous on n'est pas fous non plus [évoque la prise de risque financière]... Ce qu'on veut, c'est juste faire comprendre que, de temps en temps, il faut savoir lâcher du lest [...] J'attends du banquier dans l'idéal qu'il me donne des conseils sur mon activité professionnelle, tu vois... Les p'tits jeunes qu'ils nous envoient, déjà ils connaissent rien au métier... Qu'ils connaissent les tendances du coin où t'es, n'en parlons pas... Alors ce qui les intéresse, c'est de déguerpir bien vite donc de faire un maximum de rentrées pour se faire bien voir de leur chef... Après, quand on demande un conseil, on nous propose un crédit... C'est simple, non ?* » (Entretien avec un responsable d'entreprise de l'ESS

5. Énergies relevant d'un travail productif de la part de l'agriculteur : huile-carburant, bois d'entretien de la haie, méthanisation agricole.

en Maine-et-Loire ; 2013.) Les banques coopératives, plus particulièrement les banques issues du milieu rural comme le Crédit Mutuel, ou le Crédit Agricole Mutuel (Moulévrier, 2002) jouissent d'un avantage de situation indéniable du à l'ancienneté de leur présence dans les territoires et au mode de gouvernance de leurs agences. L'ancrage local repose sur des sociétaires élus qui rendent compte d'un attachement, d'une fidélisation des clients.

Qu'il s'agisse de la continuité coopérative CUMA-SCIC des projets agro-énergétiques ou bien des banques coopératives, des points communs relatifs au multipartenariat localisé dans un but d'utilité sociale sont à noter. Ces coopérations contribuent à accroître une offre de services à usage local (entretien d'un paysage et gestion d'une ressource, missions de services en milieu rural) et s'apparentent à un bien partagé entre les habitants, les collectivités locales, les entreprises et l'ensemble des usagers du territoire. Par leur seule présence dans le territoire, les banques coopératives constituent une ressource. En l'absence de guichets bancaires, des municipalités nouent des partenariats avec des banques coopératives afin qu'un service de distribution de billets dans la commune soit assuré *a minima*. Cette stratégie permet de faciliter la pérennité des commerces de proximité en évitant aux clients de se rendre dans le bourg voisin pour y retirer de la monnaie et y consommer (Bioteau et Glémair, 2014).

Ainsi, ces coopératives locales soutiennent des partenariats situés (Richez-Battesti, 2008) et des rapports de proximités : géographiques (la banque de détail, les distributeurs, les guichets, les plateformes de redistribution du bois déchiqueté), organisationnelle (pas de contrainte actionnariale), institutionnelle (au travers des valeurs d'ancrage et de solidarité). Le multisociétariat localisé, non transférable ailleurs à l'identique, ainsi que l'activation de ressources territoriales, sont portés par des valeurs d'autonomie et de services multiples, de l'énergie, au paysage, au lien social, à la survie d'échanges de proximité.

COOPÉRER EN PROXIMITÉ AU PROFIT DE DIFFÉRENTES FORMES D'UTILITÉS SOCIALES

L'ancrage local des projets de coopération répond à différentes formes d'utilités sociales : viser l'autonomie locale par élargissement de l'entraide agri-

cole (CUMA), soutenir et pérenniser des initiatives locales innovantes par l'implication des collectivités locales, répondre à des besoins peu ou mal satisfaits par ailleurs.

Les projets bois-bocage-énergie des SCIC étudiées sont multidimensionnels : la production énergétique n'est qu'un aspect d'une recherche d'autonomie agricole plus générale définie *a minima* par une consommation sobre en intrants (Rémy, 2010). La co-construction collective fortement ancrée dans le réseau CUMA est portée par des valeurs de qualité technique, de performance en machinisme, d'innovation, d'expérimentation, de partage du risque. Les motivations des coopérateurs sont diverses : diminution des coûts de production ; profit pas seulement individuel mais collectif et en direction du territoire, par la fourniture de services environnementaux ; apprentissage technique par auto-formation en groupe sans dépendre des organismes professionnels habituels. Ces projets prolongent l'entraide agricole, de type « entraide ensilage » des éleveurs, également associée à des mutualisations en CUMA. Définie juridiquement par l'article L 325 du Code Rural : « L'entraide est réalisée entre agriculteurs par des échanges de services en travail et en moyens d'exploitation. [...] C'est un contrat à titre gratuit, même lorsque le bénéficiaire rembourse au prestataire tout ou partie des frais de ce dernier. » Toutefois, le glissement coopératif des CUMA aux SCIC contribue à un triple élargissement de ces coopérations rurales : en terme de contenus de projets (de la production agricole aux services pour le territoire), en termes d'échelon d'action (de la commune, au Pays, au département) et en termes de partenaires impliqués (multisociétariat des SCIC). Pour les élus des collectivités locales, l'indépendance en énergie n'est que l'objectif affiché d'une ambition plus globale d'autonomie locale (réappropriation des savoir-faire et des ressources locales, capacités à s'auto-organiser localement ; Dobigny, 2012). Par leur implication, les collectivités locales consolident des initiatives émergentes, y compris dans le choix du statut juridique abritant le circuit court bois-énergie. Pour les élus, la SCIC a un triple avantage : l'entrée des collectivités locales au capital ; afficher la capacité du territoire à innover doublement, en termes techniques (énergies renouvelables) et juridiques ; garantir, grâce au multisociétariat, l'acceptation, par une diversité d'acteurs, des

ambitions du projet, au-delà du seul approvisionnement énergétique. « La SCIC a un avantage qui est plus philosophique. C'est un conglomerat d'acteurs ; en l'occurrence, il y en a une quarantaine à la SCIC. Ils auraient fait une SA toute simple, ils ne se seraient pas embêtés à gérer 40 personnes. On se contenterait de faire du commerce. Afficher, affirmer qu'ensemble, il y a une articulation extrêmement forte, c'est principalement ça l'avantage de la SCIC. Avoir réussi à mettre autour de la table, pour l'intérêt commun, des gens qui ont autant de diversités d'origine. Ça a eu au moins cet avantage-là, c'est sûr. » « L'autre avantage de la SCIC, c'est que si demain Véolia veut racheter la SCIC, il faudrait convaincre 40 associés de céder les parts. Ça risque de ne pas être facile » (Directeur CUMA, entretien, 2012). « Ce qui est intéressant aussi, c'est l'implication des collectivités locales, même si leur participation est limitée. Cela permet d'avoir un appui plus solide au niveau des partenaires privés. Quand il y a un souci, les collectivités locales soutiennent la filière. » (Technicien SCIC ; entretien 2012.)

Parallèlement, l'ancienneté des partenariats localisés, l'ancrage des adhérents élus, la fidélisation des clients, permettent d'identifier au mieux les besoins mal satisfaits localement. Par leur connaissance du territoire (Marsal, 2012 : 84, citant Ayadi *et al.*, 2010), les sociétaires élus assurent aux banques coopératives une visibilité locale essentielle, en termes d'image et de confiance, auprès des autres sociétaires ou des usagers. D'où l'enjeu de renforcer la fidélisation. Le rôle des établissements bancaires et financiers dans le développement local a été plusieurs fois démontré (Germidis, Kessler et Meghir, 1991). Par ailleurs, les activités elles-mêmes finissent par s'enraciner dans le territoire jusqu'à le spécifier : « D'une part, le territoire met en relation les divers secteurs d'activités qui s'y retrouvent ; d'autre part, les activités qui s'enracinent dans un territoire donné finissent souvent par le spécifier. » (Lévesque, 2002 : 11.) Si la présence des banques coopératives est facteur de spécification des territoires, elle bénéficie aussi d'une meilleure (re) connaissance comme agent de développement local. Citons cette affirmation au sujet des Cigales (réseau d'investisseurs citoyens pour une économie locale solidaire) sur les enjeux supposés de la proximité : « Les réseaux Cigales en France ont souvent un impact beaucoup plus fort en termes de valeurs

partagées, à travers l'effet pédagogique des discussions engagées sur les projets à financer, qu'en termes strictement financiers, au regard du niveau relativement faible des montants qui sont en jeu. » (Observatoire européen LEADER, 2000.) Ainsi, par leurs actions propres et par les fonctions multiples exercées par leurs sociétaires localement, les banques coopératives contribueraient à installer un régime territorial spécifique ; l'action bancaire constituerait un des éléments de la matrice territoriale, à savoir de l'ensemble des conditions politiques, économiques et sociales de configuration d'une territorialité vécue comme porteuse de sens commun pour ses habitants, ses usagers (Itçaina, Palard et Segas, 2007). En se revendiquant des valeurs du mouvement coopératif, les banques coopératives, tout au moins par leurs agences locales, ancrent leurs activités dans les territoires en contribuant à accroître l'offre de services.

DÉPASSER L'ANCRAGE LOCAL SANS RENIER L'ENGAGEMENT D'UTILITÉ SOCIALE EN PROXIMITÉ ?

Comment élargir le périmètre de l'activité coopérative sans renier l'engagement local initial ? Cela se joue à plusieurs niveaux.

L'élargissement du rayon d'intervention des SCIC, du Pays au Département, entraîne le dépassement du territoire originel. Cette évolution est ambiguë au regard de l'ancrage local. Celui-ci peut sembler affaibli par l'extension du périmètre d'activité. En contrepoint, les capacités de certains territoires à organiser, plus que d'autres, un multipartenariat spécifique et à mobiliser des capitaux sociaux territorialisés, non transférables, sont soulignées.

Concernant les SCIC départementales bois-énergie, la création de succursales permet, pour des raisons autant techniques (le transport du bois) que de gouvernance, d'organiser un lien clients/fournisseurs à moins de 30 km de la plateforme de stockage. Chaque antenne se gère seule et la structure-mère n'intervient qu'en support technique ou institutionnel (figure 1 ; figure 2 ; figure 3). Parallèlement, dépasser l'engagement des initiateurs des projets, des militants convaincus pour la plupart, constitue l'un des principaux enjeux des coopératives étudiées. Le multisociétariat de la SCIC est l'aboutissement d'un processus de 2 à 3 ans de réunions entre

acteurs devant faciliter l'appropriation collective de toutes les dimensions d'utilité sociale du projet : territoriales (rôle des collectivités locales, des Pays), environnementales (paysage, stockage du carbone) et sociales (structures d'insertion). Pour ce faire, les SCIC bois-énergie étudiées garantissent aux fournisseurs agricoles un prix du bois décheté plus élevé que celui proposé par un approvisionneur industriel, mais conditionné à la réalisation d'un plan de gestion de la haie. Le statut SCIC offre, aux clients et aux fournisseurs, quelques garanties : une assurance juridique contractuelle pour les clients, même en cas de défaillance d'un fournisseur ; une crédibilité technique et de pérennité de projet, par la participation des collectivités locales et par l'implication technique du mouvement CUMA.

S'agissant des coopératives bancaires, c'est à l'échelon local des agences⁶ que revient la gestion quotidienne de la détection des besoins, de la représentativité de la société civile et de l'entretien des valeurs de proximité. En direction des individus les plus précaires, les plateformes d'information, d'éducation bancaire, de relais vers les services sociaux et le microcrédit (ou structures chargées du surendettement) s'organisent localement. L'externalisation

des activités touchant à la précarité – la banque ne conservant que la gestion des comptes financièrement rentables – questionne toutefois les enjeux de solidarité et de proximité. Au-delà de l'activité bancaire, ces agences peuvent renforcer les potentiels de développement local en facilitant, grâce à leurs sociétaires, la mise en relation des acteurs qui portent des projets similaires. Elles facilitent également l'accès à des ressources financières extérieures et dont le territoire pourrait bénéficier (appui dans la mobilisation d'aides territorialisées européennes, étatiques, régionales, le cas échéant).

Le processus de co-construction dont dépendent les actions, qu'elles soient agro-énergétiques, environnementales ou bancaires, s'inscrit dans des ambitions ou des engagements locaux, à partir des ressources disponibles dans le territoire et spécifiées par des multipartenariats singuliers. Un élargissement d'échelle, de contenu et de partenaires impliqués dans l'entraide ou la coopération s'opère à cette occasion. Ces spécificités ne sont pas propres aux seules coopératives, elles peuvent être associées également aux autres statuts d'ESS, en particulier les associations « loi 1901 » en France. Cependant, alors que les associations enregistrent une fluctua-

6. Les niveaux régionaux (fédérations) et nationaux (comités nationaux, banque dotée d'appareils cotés en bourse) constituent les socles du réseau bancaire coopératif d'aujourd'hui, notamment au travers des services à distance, de l'octroi des financements et des choix stratégiques.

Figure 1 : Antennes locales de la SCIC B2E de l'Orne
Local branches of the B2E cooperative in the Orne département

Figure 2 : La structuration de l'approvisionnement et la gestion des antennes de la SCIC B2E
Supply structuring and management of B²E branches

Figure 3 : Circuits-courts agro-énergétiques dans le Pays de Haute-Mayenne: les plateformes de redistribution
Short supply chains for energy crops in the Pays de Haute-Mayenne: redistribution platforms

tion fréquente de leurs membres (adhésions non renouvelées d'une année sur l'autre), les coopératives s'appuient sur des sociétaires qui s'engagent financièrement, ce qui garantit plus de stabilité. En

ce sens, l'entrepreneuriat en groupe et les innovations techniques, juridiques participant de la spécification des ressources impliquent la mobilisation d'un capital social collectif et territorialisé. Entre

statut coopératif, diversification du profil des adhérents et ambitions locales, l'ancrage local relève de combinaisons spécifiques aux territoires (figure 4).

CONCLUSION

L'ancrage local des coopératives, qu'il s'agisse de petites coopératives agricoles, de coopératives de territoires ou de succursales des banques coopératives, permet de mieux identifier les besoins sociaux localisés mal satisfaits par ailleurs et, de ce fait, contribue à accroître l'offre locale de services.

L'ancrage au territoire ne relève pas de la nature des produits (du type produits agricoles référencés à un terroir) mais du caractère singulier des partenariats locaux constitués et des co-services produits.

Différents formes d'utilités sociales sont satisfaites par ces coopérations de proximité. Elles relèvent de la mise en évidence d'aménités conjointes, combinées entre elles et non transférables ailleurs : mise en valeur des ressources locales, même des plus

petits gisements, lien social et retour à l'emploi, protection environnementale, entretien du paysage, soutien aux petites entreprises et au tissu associatif.

Les partenariats situés et les rapports de proximité géographique, organisée, institutionnelle mis en évidence procèdent de liens particuliers entre les coopératives et le territoire. Les coopératives localisées s'apparentent à un bien partagé entre les habitants, les entreprises, les usagers du territoire.

Au cœur des multipartenariats territorialisés, des acteurs clés interconnectant réseaux professionnels et réseaux socio-territoriaux constituent des relais de confiance entre les adhérents et les structures juridiques coopératives ; ils sont les garants d'un vécu de proximité.

Les coopératives locales procèdent de la mise en évidence et de l'activation de ressources territoriales, y compris, dans leur dimension sociale, dans des projets collectifs portés par des valeurs d'autonomie (autonomie énergétique locale, par exemple) confortant ou réinventant des services de proximité.

Figure 4 : Combinatoire d'ancrage au territoire des projets coopératifs
Local embeddedness of cooperative projects

Toutefois, pour les coopératives bois-bocage-énergie étudiées, la modestie en termes d'activités et d'emplois, de volume de production, de chiffre d'affaires, de nombre d'agriculteurs impliqués, minore quelque peu les effets attendus des co-services promis. Il s'agit en effet de filières encore émergentes depuis la fin des années 2000, mais soutenues par un vent porteur de préoccupation climat-énergie et de valorisation de l'économie de proximité. Le support apporté par les collectivités locales (Département, voire Région) aux SCIC crédibilise ces projets et consolide la confiance. Ces réserves ne valent pas pour les succursales des banques coopératives dont l'ancienneté constitue un gage d'ancrage local et de fiabilité.

Bibliographie

- ANSART S., ARTIS A., MONVOISIN V., Les coopératives, nouvelles pratiques, nouvelles analyses, Actes journée d'études PACTE (UGA), Science Po Grenoble et Grenoble-École de management, 15 avril 2016, Grenoble (sous presse).
- AYADI R., LLEWELLYN D.T., SCHMIDT R.H., ARBAK E., DE GROEN W. P., 2010. *Investigating Diversity in the Banking sector in Europe: Key developments, Performance and Role of Cooperative Banks*, The Centre for European Policy Studies, Brussels.
- BIOTEAU E., 2013. Une originalité : l'économie sociale et solidaire, in PIHET C. (dir.), *Atlas des Pays de la Loire. Entre attractivité et solidarité*, Paris, Éditions Autrement, coll. « Atlas/Monde », p. 26-27.
- BIOTEAU E., FÉNIÈS-DUPONT K., 2015. *Le développement solidaire des territoires*, Rennes, PUR, 222 p.
- BIOTEAU E., FLEURET S., 2014. Quelques jalons pour une géographie de l'économie sociale et solidaire, *Annales de Géographie*, n° 697, mai-juin 2014, p. 890-911.
- BIOTEAU E., FLEURET S., GLÉMAIN P., 2013. Dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire dans les Pays de la Loire. Quels enseignements pour la géographie?, *Les Cahiers Nantais*, 2013/2, p. 31-44.
- BIOTEAU E., GLÉMAIN P., 2014. Les banques coopératives dans les territoires. Quelle capacité d'innovation sociale et quelles solidarités à l'œuvre?, in GLÉMAIN P., CAIRE G. (dir.), *Caractériser les systèmes bancaires coopératifs contemporains : De la solidarité sociale à la responsabilité sociétale de l'entreprise bancaire?*, Rapport remis à la CRESS Pays de la Loire, p. 131-149. Non publié.
- COCAUD M., 2006. *Un modèle de solidarité du monde agricole d'après-guerre : le mouvement des CUMA*, HAL-SHS-version 1- 22/06/2006, 9 p.
- DEMOUSTIER D. (dir.), 2004. *Économie sociale et développement local*, Paris, Institut de l'Économie Sociale/Fondation Crédit Coopératif/L'Harmattan, 173 p.
- DEMOUSTIER D., RICHEL-BATTESTI N. (dir.), 2010. Les organisations de l'Économie sociale et solidaire : gouvernance, régulation et territoire, *Géographie Économie Société*, vol. 12, n° 1, p. 5-14.
- DOBIGNY L., 2012. Produire et échanger localement son énergie. Dynamiques et solidarités à l'œuvre dans les communes rurales, in Papy François, Mathieu Nicole et Férault Christian, (dir.), *Nouveaux rapports à la nature dans les campagnes*, Versailles, Quae Éditions, p. 139-152.
- DRAPERI J.-F., 2005. *L'Économie sociale, Utopies, Pratique, Principes*, Paris, Presses de l'économie sociale, 125 p.
- ESSTER, THAREAU B. (dir.), BILLAUDEAU V., BIOTEAU E., FLEURET S., LEROUX I., PIERRE G., PUJOL L., 2007. *Économie sociale et solidaire, territoires et réseaux – ESSTER*, Rapport de recherche, Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale (DIESES), 174 p. [en ligne] : [http://www.groupe-esa.com/IMG/pdf/Rapport_ESSTER.pdf].
- FILIPPI M., 2004. Réorganisation dans la coopération agricole : proximités et solidarités territoriales, *Économie Rurale*, n° 280, p. 42-58.
- FILIPPI M., TRIBOULET P., 2011. Alliances stratégiques et formes de contrôle dans les coopératives agricoles, *Revue d'Économie Industrielle*, 133, p. 57-78.
- GADREY J., 2006. L'utilité sociale en question : à la recherche de conventions, de critères et de méthodes d'évaluation, in CHOPART J.N., NEYRET G., RAULT D. (dir.), *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », p. 237-279.
- GARABOL D., 2012. Le modèle de la banque mutualiste : la création de valeur au bénéfice des clients?, *Revue d'Économie Financière*, vol. 106, p. 139-151.
- GERMADIS D., KESSLER D., MEGHIR R., 1991, *Financial systems and development*, Rapport OCDE, Paris, 253 p.
- GILLY J.-P. TORRE A., 2000. *Dynamiques de proximité*, Paris, L'Harmattan, coll. « Emploi, industrie et territoire », 301 p.
- GLÉMAIN P., BÉVANT D., BIOTEAU E., MOULÉVRIER P., TAUPIN M.-T., 2007. Le (s) territoire (s) des finances solidaires : une analyse régionale en Bretagne et Pays-de-la-Loire, Rapport FIMOSOL à la DIESES, novembre, 188 p. Non publié.
- GLÉMAIN P., CAIRE G., NIVOIX S., BIOTEAU E., TESSIER M. (coord.), 2014. *Caractériser les systèmes bancaires coopératifs contemporains : de la solidarité sociale à la responsabilité sociétale de l'entreprise bancaire?*, Rapport remis à la CRESS des Pays de la Loire, 9 mai 2014. Non publié.
- GUMUCHIAN H., GRASSET E., LAJARGE R., ROUX E., 2003. *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, Economica Anthropolos, coll. « Géographie », 186 p.
- GUMUCHIAN H., PECQUEUR B. (dir.), 2007. *La ressource territoriale*, Paris, Economica Anthropolos, 252 p.
- HÉLY M., MOULÉVRIER P., 2013. *L'économie sociale et solidaire : sociologie d'une utopie*, Paris, La Dispute, coll. « Travail et salariat », 219 p.
- ITÇAINA X., PALARD J., SÉGAS S., 2007, *Régimes territoriaux et développement économique*, Rennes, PUR, coll. « Espace et Territoires », 329 p.

- KLEIN J.-L., FONTAN J.-M., TREMBLAY P.-A., SAUCIER C., TREMBLAY D.-G., SIMARD M., 2010. *Les conditions de réussite des initiatives locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion qui mobilisent des ressources de l'économie sociale*, Montréal, Cahiers du CRISES, coll. « Études théoriques ; ET1002 ».
- LÉVESQUE B., 2002. *Les entreprises d'économie sociale plus porteuses d'innovations sociales que les autres ?*, Montréal, CRISES, coll. « Études théoriques ; ET0205 ».
- MARSAL C., 2012. Voyage au coeur de la gouvernance mutualiste : le cas d'une banque française, *La Revue des Sciences de Gestion*, n° 258, p. 83-92.
- MAUGET R., 2008. Les coopératives agricoles : un atout pour la pérennité de l'agriculture dans la mondialisation, *RECMA, Revue internationale de l'économie sociale*, n° 307, p. 46-57.
- MOULÉVRIER P., 2002. *Le mutualisme bancaire, le Crédit Mutuel de l'Église au marché*, Rennes, PUR, 264 p.
- PECQUEUR B., ITÇAINA X., 2012. Économie sociale et solidaire et territoires : un couple allant de soi ?, *RECMA, Revue internationale de l'économie sociale*, n° 325, p. 48-64.
- PIERRE G., THAREAU B., 2011. Vers de nouveaux rapports du développement agricole au territoire, Agir ensemble pour devenir autonomes, *RECMA, Revue internationale de l'économie sociale*, n° 320, p. 99-115.
- PIERRE G., 2013. *Produire pour son territoire : de l'autonomie agricole au projet local agro-énergétique*, Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Caen Normandie, Vol. 1, 327 p.
- REGNARD Y., ROUSSEAU A., 2012. « Formes d'hybridation dans les banques coopératives de France ». [en ligne] : [<http://www.univ-orleans.fr/vallorem-mnm2012/doc/comregnardrousseau.pdf>].
- RÉMY J., 2010. Un métier en transformation : introduction, in Hervieu et al, *Les mondes agricoles en politique*, Presses de Science Po, Paris, p. 41-50.
- RICHEZ-BATTESTI N., 2008. Innovations sociales et dynamiques territoriales. Une approche par la proximité. (L'expérience des banques coopératives), *Revue Marché et Organisations*, p.61-87.
- TORRE A., FILIPPI M., 2005. *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*, Versailles, Quae Éditions, 324 p.
- VANIER M., 2008. *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*, Paris, Economica Anthropos, 200 p.
- VIARD J., 1994. *La société d'archipel ou les territoires du village global*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 126 p.
- ZIMMERMANN J.-B., 1998. Nomadisme et ancrage territorial : propositions méthodologiques pour l'analyse des relations firmes-territoires, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 98-2, p 211-230.